

Point d'actualité économique et financière du Cône Sud

Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE



Semaine du 21 au 27
août 2020

Région

COVID-19 : état des lieux et mesures sanitaires

Argentine

Ouverture de discussions avec le FMI en vue de l'obtention d'un nouveau prêt

Evolution des finances publiques en juillet

Effritement des ventes au détail

Encadrement des prix dans le secteur des TIC

Changement à la tête du secrétariat d'Etat à l'énergie, par ailleurs rattaché désormais au ministère de l'économie

Chili

Plus de la moitié du « Fonds Covid » est déjà engagée

Moody's dégrade la perspective de la notation souveraine

Forte baisse des revenus des municipalités

Rebond des exportations minières vers la Chine

Paraguay

Augmentation de la dette publique : un endettement de 34,7% du PIB est attendu d'ici la fin de l'année

Marché du travail au T2 : augmentation de la sous-occupation (7,7%), léger recul du chômage (7,6%) et critiques méthodologiques

Uruguay

Présentation préliminaire du budget 2021

Augmentation du chômage: 10,7% au mois de juin

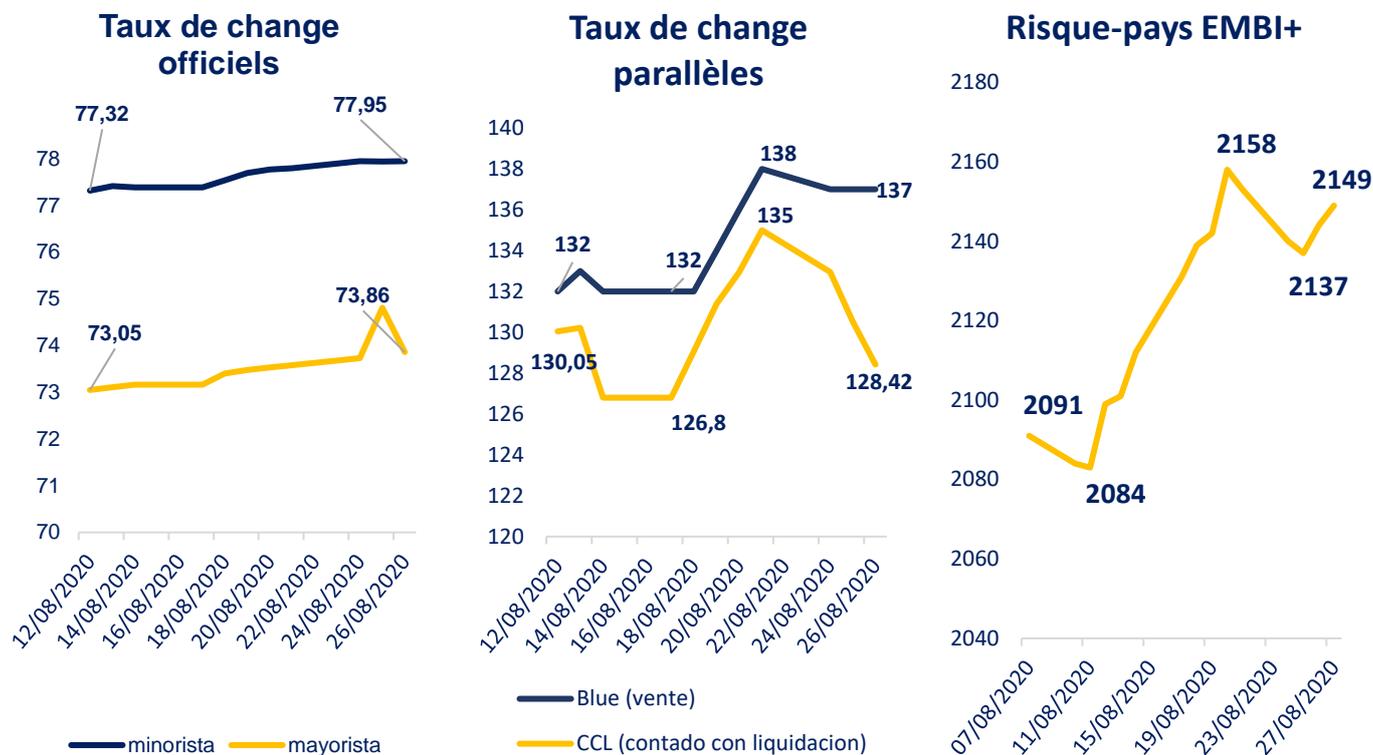
Google annonce un investissement important en Uruguay

Région

COVID-19 : état des lieux et mesures sanitaires

Pays	Nombre de cas au 26 août 2020	État des lieux sanitaire
Argentine	370 188 cas confirmés, dont 93 548 actifs et 7 839 décès.	<p>Après l'accalmie de la semaine dernière (au demeurant largement factice car imputable en réalité à la présence d'un jour férié - en Argentine, la réalisation des tests et l'enregistrement des cas et des décès diminue sensiblement pendant les fins de semaine, et, donc, les jours fériés -), la pandémie a poursuivi son avancée. Le taux d'incidence est remonté à 127,13 au niveau national (+30 points en une semaine, 10 550 cas hier) et le taux de positivité se maintient à des niveaux extraordinairement élevés (39,59% sur la semaine).</p> <p>Le virus est en circulation communautaire dans 17 provinces sur 24, dont 12 dépassent le seuil d'alerte français. La situation reste particulièrement difficile dans la capitale (taux d'incidence de 286, + 27,7% sur la semaine), dans la province de Buenos Aires (204, + 27,5%), et dans celles de Jujuy (Nord-ouest, 222, +29%) Terre de Feu (170, + 29%) et Rio Negro (134, + 26,4%), toutes deux en Patagonie.</p> <p>Surtout, le nombre de personnes en soins intensifs a dépassé les 2000 (2022), toujours au 7^{ème} rang mondial en valeur absolue (+12,6% sur la semaine et + 103,6% en un mois), et le nombre de décès par jour est ressorti à près de 216 (+35% sur la semaine, +115% en un mois).</p>
Chili	402 365 cas confirmés, dont 15 107 actifs et 10 990 décès	Stabilisation des indicateurs : moins de 1 500 nouveaux cas par jour au cours de la semaine écoulée, taux de positivité des tests inférieur à 7%.
Paraguay	14 228 cas confirmés, dont 6 114 actifs et 231 décès.	La dégradation de la situation s'accélère : le taux d'incidence s'est établi à 50,7 au niveau national au cours des 7 derniers jours, au-delà donc du seuil d'alerte français. Le nombre de décès a été multiplié par 7 en un mois, et le « stock » de cas actifs de 51,2% en une semaine.
Uruguay	1 543 cas confirmés, dont 178 actifs et 43 décès.	L'Uruguay confirme plus que jamais son statut d'exception en Amérique latine , continent désormais le plus touché par la pandémie. Taux d'incidence divisé par deux au cours de la semaine dernière, à des niveaux très faibles (1,44 cas/100 000 hb). Le « stock » de cas actifs a diminué de 20,9% sur la semaine. 43 décès répertoriés depuis le début de la pandémie, pour une population de 3,5 millions d'habitants.

Argentine



Ouverture de discussions avec le FMI en vue de l'obtention d'un nouveau prêt

Les autorités argentines ont formellement sollicité hier soir l'ouverture de nouvelles consultations avec le FMI « en vue d'une assistance financière dans le cadre d'un programme soutenu par le Fonds ». Ce nouveau programme, dont la nature n'est pas précisée (Nouvel Accord de confirmation - SBA en anglais - ou Mécanisme élargi de crédit - EFF), devra notamment permettre à l'Argentine de « faire face à d'importants besoins de paiement sur la période 2012-2024, principalement en lien avec l'achat antérieur d'environ 31,91 Mds de DTS auprès du FMI » (allusion au précédent programme conclus sous l'administration du président Macri, dont environ 45,07 Mds USD – sur un total de 56,3- ont été tirés). Les autorités argentines sollicitent l'organisation d'une mission sur place des services pour lancer le processus, et notamment « effectuer une évaluation adéquate des défis auxquels l'Argentine se trouve confrontée ». Si les discussions s'avèrent conclusives, il s'agira, dans l'histoire du FMI, du 22^{ème} programme concernant l'Argentine, laquelle, en 64 ans depuis son adhésion au Fonds, en a passé 40 sous programme.

Evolution des finances publiques en juillet

Les recettes publiques ont enregistré en juillet une hausse de 17% en termes nominaux (alors que l'indice des prix à la consommation a progressé sur la même période de 42,4%), tandis que les dépenses ont augmenté de 59%, ce qui traduit une relative modération par rapport à juin (+73%), essentiellement liée au demeurant à l'absence de versement, au cours du mois écoulé, de l'Indemnité familiale d'urgence (IFE).

Le déficit primaire sur les 7 premiers mois de l'année ressort à 3,6% du PIB (pour mémoire, 0,44% fin 2019), et le déficit total à 4,7% (respectivement 4,7 et 7,5% sur les 12 derniers mois). Ce déficit (1376 Mds de pesos depuis fin 2019) est intégralement financé par émission monétaire (1472 Mds). Cette dégradation s'explique dans une large mesure par les

dépenses supplémentaires effectuées pour pallier les effets de la pandémie de SRAS-Cov-2, estimées par les analystes à 2,7 points de PIB. La reprise du versement de l'IFE en août pourrait entraîner une nouvelle dégradation du solde primaire.

Effritement des ventes au détail

Au mois de juin, les ventes au détail dans la grande distribution se sont affichées en repli de 1,5% en termes réels et en glissement annuel, alors qu'elles avaient plutôt bien résisté jusqu'ici depuis le début de la pandémie, portées sans doute par des achats de précaution : +9,6% en mars, +0,3% en avril et +5,1% en mai. Sur les 6 premiers mois de l'année, les ventes au détail continuent toutefois à afficher une variation positive en termes réels, à +2,9%. Les effectifs employés par la grande distribution au mois de juin ont par ailleurs diminué de 2,3% sur un an.

Encadrement des prix dans le secteur des TIC

Le président de la République Alberto Fernandez a signé un décret national d'urgence assignant la qualité de services publics essentiels à la fourniture de prestations de téléphonie (fixe et mobile), d'internet et de télévision par abonnement (câble et satellite). Ce décret emporte pour conséquence que les variations de prix seront désormais soumises à l'approbation de l'Etat, lequel a de fait décidé de geler les prix de l'ensemble de ces services jusqu'au 31 décembre (alors que les analystes qui suivent les valeurs télécoms attendaient une hausse de 11% en septembre, dans un contexte où le Relevé des anticipations de marché de la Banque centrale anticipe une augmentation supplémentaire de l'IPC de l'ordre de 18% sur les 5 derniers mois de l'année).

La quasi-totalité des entreprises concernées ont dénoncé dans un communiqué ces décisions « *ni nécessaires, ni justifiées* » et prises sans concertation, notamment les filiales locales de Claro (Mexique), Telefonica (Espagne), DirecTV (Etats-Unis), ainsi que Huawei et les Chambres de commerce bilatérale américaine, espagnole et italienne. Le leader Telecom Argentina a en outre annoncé la suspension d'un investissement de 600 MUSD, les banques qui devaient financer le projet s'étant retirées face à ce changement de cadre réglementaire.

Changement à la tête du secrétariat d'Etat à l'énergie, par ailleurs rattaché désormais au ministère de l'économie

Le secrétaire d'Etat à l'énergie Sergio Lanziani a démissionné de ses fonctions enfin de semaine dernière. Il est remplacé par le député Dario Martinez, président de la Commission Energie à la Chambre des députés, et réputé proche du courant ultra-kirchnériste de la Campora.

La nomination du nouveau secrétaire d'Etat, originaire de la province de Neuquén en Patagonie, sur le territoire de laquelle se trouve la plus grande part de Vaca Muerta, semble consacrer la priorité accordée par les autorités argentines au développement à marche forcée de ce méga-gisement non-conventionnel (2^{ème} réservoir mondial de gaz de schiste et 4^{ème} de pétrole de schiste).

Le secrétariat d'Etat relèvera par ailleurs désormais du ministère de l'économie, et non plus de celui du développement productif, ce qui traduit sans doute l'importance qu'attachent les autorités au développement des exportations d'hydrocarbures pour garantir les équilibres externes.

Chili

Plus de la moitié du « Fonds Covid » est déjà engagée

Selon un rapport au 31 juillet du Conseil budgétaire indépendant, près de 6,8 milliards de dollars auraient déjà été engagés au titre de ce Fonds, créé à la suite d'un accord politique entre l'Etat et une partie de l'opposition, le 14 juin, afin d'engager 12 milliards de dollars sur 2 ans pour appuyer les revenus des ménages chiliens et la relance économique. Ainsi, les transferts budgétaires s'élèveraient à plus de 3,7 Mds USD, principalement pour l'extension du revenu familial d'urgence (*Ingreso Familiar de Urgencia 2.0*, pour 1,5 Mds USD) et les aides aux classes moyennes (*Bono clase media + prêt solidaire de l'Etat*, pour près de 2 Mds USD). Les mesures fiscales transitoires visant à soutenir la trésorerie des entreprises (amortissement/dépréciation immédiat, report et baisse de taxes, etc.) représenteraient, quant à elles, une perte de recettes de 3 Mds USD. Ne sont pas comptabilisées les mesures de relance économique annoncées fin juillet par le président Sebastián PIÑERA, en particulier un programme d'investissement public additionnel de 4,5 Mds USD et des subventions à l'emploi (2 Mds USD), qui conduiraient à engager la totalité des ressources du Fonds.

Moody's dégrade la perspective de la notation souveraine

L'agence nord-américaine a annoncé, le 25 août, un abaissement de la perspective de la dette souveraine du Chili, de A1 « stable » à A1 « négatif ». En cause, un endettement public croissant, qui devrait s'établir à 39% du PIB en 2021, soit un doublement du ratio en 5 ans. En juillet 2018, l'agence avait déjà abaissé la note du Chili de Aa3 à A1. Moody's rejoint ainsi les agences Fitch et S&P en assignant une perspective négative à l'évolution du risque chilien, qui reste néanmoins l'un des plus faibles de la région.

Forte baisse des revenus des municipalités

Selon le secrétaire d'Etat au développement régional et administratif (Subdere), M. Juan MASFERRER, les municipalités ont vu leurs recettes diminuer de 14,5% depuis le début de la pandémie. Le gouvernement a mis en place des fonds d'urgence, totalisant 220 MUSD pour 342 municipalités, destinés notamment à des aides alimentaires, de santé, transport et logement. Les montants ont été répartis en fonction du nombre d'habitants et du niveau de recettes perçues par les municipalités (excluant de fait les communes les plus riches de Santiago). Les communes ont également reçu des aides régionales et du ministère de la santé.

Rebond des exportations minières vers la Chine

Selon les Douanes chiliennes, sur les 7 premiers mois 2020, les échanges commerciaux du Chili ont diminué de 14,1% (-10 % pour les exportations / -18,1 % pour les importations), par rapport aux 7 mois de 2019. Ceux avec la Chine ont en revanche augmenté de 3,7%, du fait d'une hausse des exportations chiliennes (+10,1%), en particulier en juin (+50,1%) et en juillet (+25,3%), notamment de produits minières (près des 3/4 des achats chinois). Les importations en provenance de Chine s'affichent en revanche en repli de 5,2%.

Paraguay

Augmentation de la dette publique : un endettement de 34,7% du PIB est attendu d'ici la fin de l'année

Selon le dernier rapport du ministère des finances publié mardi, le niveau de la dette publique a augmenté de 2,08 Mds USD entre janvier et juillet 2020, pour s'établir à 0,94 Mds USD, soit l'équivalent de 30,9% du PIB. La dette extérieure (principalement contractée par l'émission de bons du Trésor) atteint 26,6% du PIB, tandis que la dette locale représente 4,3% du PIB. Cette augmentation de la dette publique est principalement liée au financement de mesures sociales et sanitaires en réponse à l'épidémie du COVID-19, notamment la création du fonds 1,6 Md USD autorisé par de loi d'urgence sanitaire de mars dernier, l'approbation du projet de relance économique « Ñapu'ã Paraguay » (390 MUSD) et l'extension du budget destiné aux travaux publics et aux programmes sociaux (350 MUSD). La nouvelle vice-ministre Carmen Marín a tenu à rassurer la sphère économique en insistant sur le fait que ce rythme de croissance de la dette était temporaire, tout en soulignant que cet effort était pour l'instant nécessaire pour limiter les effets de l'épidémie. Le ministère des finances estime par ailleurs que la dette publique totale atteindra 12,5 Mds USD à la fin de l'année, soit 34,7% du PIB. Pour mémoire, à la fin de l'année 2019, la dette publique paraguayenne s'élevait à 8,86 Mds USD (22,7% du PIB).

Marché du travail au T2 : augmentation de la sous-occupation (7,7%), léger recul du chômage (7,6%) et critiques méthodologiques

Selon la direction générale des statistiques (DGEEC), en conséquence de la crise liée à l'épidémie du COVID-19, la sous-occupation a augmenté au cours du 2nd trimestre 2020, atteignant 7,7% de la population active (contre 6,6% au T1). La DGEEC fait également état d'une légère réduction du chômage : alors que le taux de chômage du 1^{er} trimestre s'élevait à 7,9%, le taux de personnes en recherche d'emploi au 2nd trimestre 2020 a reculé de 0,3 points de pourcentage, s'élevant ainsi à 7,6% sur la période. Cette réduction du chômage en plein cœur de la récession liée à l'épidémie de COVID-19 a fait surgir de nombreuses critiques sur la méthodologie de l'institution quant au recensement des chômeurs, notamment ceux n'ayant pas pu répondre à l'enquête durant la période de confinement stricte liée au COVID-19, qui s'est étendue du mois de mars au début du mois de mai.

Uruguay

Présentation préliminaire du budget 2021

Le président Luis Lacalle Pou et son équipe économique ont présenté ce mercredi aux ministres et législateurs de leur coalition les grandes lignes du projet de la loi de finances. Si l'ensemble des détails de ce projet sera développée à l'occasion de sa remise au parlement, prévue le 31 août prochain, le gouvernement anticipe une chute de 3,5% du PIB en 2020, avec un rebond de croissance supérieur à 4% en 2021. Selon les déclarations du sénateur Gustavo Penadés, le gouvernement aurait également indiqué que les efforts pour pallier les conséquences de l'épidémie du COVID-19 se sont élevés à plus de 770 MUSD. Le déficit public devrait ainsi atteindre entre 6% et 6,5% à la fin de l'année, une estimation inférieure aux anticipations initiales.

Augmentation du chômage: 10,7% au mois de juin

Selon l'Institut national de statistiques, le taux de chômage a augmenté d'un point de pourcentage au cours du mois de juin, atteignant 10,7% de la population active (contre 9,7% au mois de mai). Par ailleurs, le taux d'activité s'est élevé à 60% (contre 58,6% en mai), et le taux d'emploi a atteint 53,6% (contre 52,9% en mai). La situation du marché du travail demeure relativement meilleure à Montevideo que dans le reste du pays, la capitale enregistrant des taux d'activité, d'emploi et de chômage de 63%, 56,7% et 10%.

Google annonce un investissement important en Uruguay

Alors que l'Argentine était également sur les rangs pour accueillir cet investissement, l'entreprise américaine aurait confirmé aux autorités uruguayennes qu'elle investirait environ 100 millions d'USD dans la création d'un centre de données au sein de la zone franche Parque de las ciencias, dans le département de Canelones, à proximité de Montevideo. Il s'agira de la 14^{ème} installation de ce type dans le monde, et de la seconde en Amérique latine après le Chili.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Buenos Aires (adresser les demandes à buenaosaires@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Laurent Charpin
Service économique régional de Buenos Aires
Ambassade de France en Argentine

Adresse : Av. del Libertador 498 - Piso 17 C1001 ABR
Buenos Aires

Rédigé par : Florence Gonzalez, Julie Véguer et Laurent Charpin

Revu par : Laurent Charpin

Version du 27 août 2020